

CHANGEMENT CLIMATIQUE & SECURITE

Rapport de la conférence
CERI, Paris– 20 Janvier 2009

26 Mars– 2009



OBSERVATOIRE
DE L'AFRIQUE

Table des matières

Introduction: note conceptuelle de la conférence.....	3
Changement climatique et sécurité : une problématique aux multiples enjeux	4
Agriculture durable	4
Sécurité humaine	6
Sécurité alimentaire	6
Eau.....	6
Le changement climatique et les conflits dans la Corne de l'Afrique... ..	7
Les effets déstabilisants du changement climatique sur les communautés pastorales : de la pénurie alimentaire aux raids de bétail.....	7
La politique du changement climatique et de la sécurité en Afrique.....	8
Quelles leçons à tirer pour les relations euro-africaines?.....	10
Programme de la Conférence.....	11
Mission de l'Observatoire de l'Afrique	13

Introduction: note conceptuelle de la conférence¹

Les changements climatiques peuvent être considérés comme un catalyseur renforçant les menaces pesant d'ores et déjà sur la stabilité internationale. Le principal défi réside dans le fait qu'ils menacent d'accabler des États et des régions déjà fragiles et exposés aux conflits. Il importe d'être conscient que leur impact n'est pas uniquement de nature humanitaire mais qu'il inclut aussi des risques politiques et sécuritaires. Quelle influence les risques et les défis du changement climatique auront-ils sur le continent africain et quelle politique permettrait de les prendre en compte de manière pertinente?

Tout d'abord, il importe de définir le lien existant entre le changement climatique et les conflits. Existe-t-il un tel lien et dans l'affirmative, quelles en sont les limites? Sans réduire le débat aux questions purement sécuritaires, comment accorder à ces questions l'attention qu'elles méritent? Les causes des conflits sont multiples et complexes. Les changements climatiques peuvent exacerber des problèmes à différents niveaux de la réalité sociale et politique, auxquels doivent être trouvées des solutions à ces niveaux. Il existe des exemples de communautés pastorales de la Corne de l'Afrique² et de la région du Sahel³ où

les tensions ont augmenté en raison du prolongement de la sécheresse; ceci malgré le fait que ces communautés possèdent traditionnellement de solides mécanismes de résolution des conflits et ne sont pas susceptibles d'être entraînées dans escalade de conflits violents. Ces cas illustrent le besoin de procéder à la recherche en tenant compte du contexte afin d'éviter de tirer des conclusions erronées.

Quels sont les dangers du changement climatique? Tant l'Union africaine que l'Union européenne ont reconnu l'importance du changement climatique. Dans sa déclaration publiée à l'issue du Sommet des ministres de la Santé et de l'environnement tenu fin août 2008 à Libreville⁴, l'UA a ainsi reconnu l'importance du changement climatique et le besoin de stratégies préventives pour la protection de la santé publique. En mars 2008, le Secrétaire général du Conseil de l'UE et Haut Représentant de l'UE pour la PESC a pour sa part identifié six menaces dans son rapport sur les changements climatiques et la sécurité internationale⁵: conflit à propos des ressources, pertes de territoires et litiges transfrontaliers, migrations dues à des facteurs environnementaux, situation de fragilité et radicalisation, tensions liées à l'approvisionnement énergétique et pressions sur la gouvernance internationale. La question de la sécurité alimentaire est dominée par des menaces de conflit à propos des ressources et à propos de la pénurie des terres cultivables et

¹Cette conférence a été organisée par EGMONT – Institut Royal des Relations Internationales, dans le cadre de l'Observatoire de l'Afrique et en partenariat avec le Centre d'études et de recherches internationales (CERI) et l'Agence d'Aide à la Coopération, et au développement (ACTED).

²Nyukuri Elin in the ISS workshop report on Climate Change and Human Security 27-28 February 2008, Pretoria, South Africa.

³Nyong, A, Fiki C & McLeman R 2006 Drought-related conflicts, management and resolution in the West African Sahel: Considerations for climate change research. African Security Review 17(3) 39-57

⁴28-29 Août 2008, Déclaration de Libreville. Conférence interministérielle sur la santé et l'environnement en Afrique. Document téléchargé sur Internet: Lien URL : <http://www.unep.org/health-env/pdfs/Conference-background-FR.pdf>

⁵Solana, J., *Climate change and International Security. Paper from the High Representative and the European Commission to the European Council*, S113/08, 14 Mars 2008. Document téléchargé sur Internet. Lien URL : <http://www.obsafrique.eu/documents/Climate%20Change%20&%20international%20security.pdf>

des réserves d'eau douce. La désertification pourrait être à l'origine d'un cercle vicieux enchaînant dégradation, migrations et conflits territoriaux et frontaliers. Ces migrations pourraient à leur tour se traduire par une augmentation du nombre de conflits dans les régions de transit et de destination. Tout ceci pourrait sensiblement renforcer l'instabilité des Etats faibles ou en déliquescence, en sollicitant à l'excès la capacité déjà limitée des gouvernements à faire face efficacement aux défis auxquels ils sont confrontés. L'architecture de sécurité internationale, déjà soumise à des tensions, fera l'objet de pressions croissantes. Tous ces problèmes sont reliés entre eux et chacun d'eux peut entraîner un autre conflit potentiellement plus grave. Le défi pour les pays africains et la communauté internationale réside dans le fait que le changement climatique constitue une menace intemporelle sans paramètres clairement définis – excepté les paramètres fondamentaux mentionnés ci-dessus – qui ne puisse pas être résolue par des moyens militaires.

La communauté internationale a mis en avant trois processus pour faire face aux conséquences du changement climatique: mesures d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ceux-ci ainsi que le renforcement des institutions et des capacités de gestion de crise⁶. Ces processus sont pour la plupart orientés vers le développement, mais quelle pourrait être la contribution de l'approche fondée sur la sécurité ? Quelle est la perspective sécuritaire à l'égard de ces processus en tant qu'instruments utilisés pour combattre le changement climatique ?

⁶ Van Ypersele, J-P Les changements climatiques et la politique belge de coopération au développement : défis et opportunités Juin 2008.

Changement climatique et sécurité : une problématique aux multiples enjeux

Les présentations et interventions tenues lors de la conférence ont mis en exergue la nécessité d'appréhender le changement climatique par une approche multiple et variée. Bien que cette approche ne soit pas facilement transposable en politique claire, c'est exactement ce qui serait nécessaire ; une évaluation au cas par cas du contexte politique, économique et social sous-jacent afin de déterminer dans quelle mesure le changement climatique exacerbe les problèmes existants et comment ces derniers peuvent être résolus. Malgré cette approche nuancée et individuelle, un consensus se dégage sur le fait que le changement climatique est un démultiplicateur de menaces existantes. Il est prépondérant qu'un engagement politique soit pris afin de lutter contre les fléaux qui sont reliés au phénomène complexe qu'est le changement climatique.

Tout en tenant compte des remarques précédemment évoquées, **plusieurs enjeux transversaux** qui sont ressortis lors de la conférence feront l'objet d'une analyse plus détaillée ci-dessous.

Agriculture durable

Le changement climatique aura un impact sans précédent sur la disponibilité des récoltes et de nourriture en Afrique. Les études qui sont mentionnées dans le dernier rapport du GIEC sont assez décourageantes :

- Les récoltes pourraient chuter jusqu'à 50 % d'ici 2020.
- Bien que cela ne s'applique pas à toutes les régions, il est prévu que les zones arides et semi-

arides augmentent de 60-90 millions d'hectares d'ici 2080 (5-8 %).

- Une plus grande érosion ainsi qu'une réduction des récoltes en période de croissance sont prévues.

- Globalement, la réduction du rendement agricole pourrait atteindre 15 %.

L'agriculture est un secteur qui est directement touché par le changement climatique. Le rapport du GIEC publié en 2007 a souligné que l'Afrique est le continent le plus vulnérable au changement climatique étant donné ses faibles capacités d'adaptation. En milieu rural, les stratégies d'adaptation ont déjà été mises en place afin de faire face aux variations climatiques existantes. Malgré cela, il est peu probable que ces stratégies permettent à la Communauté internationale de combattre le changement climatique. La sécurité alimentaire, l'utilisation d'eau, la salinisation, la désertification et l'utilisation de produits agricoles ne sont qu'une partie des problèmes auxquels le continent africain devra faire face sur le plan agricole. Ceci explique comment ces problèmes liés à la nutrition sont symptomatiques d'un besoin de changement de paradigme dans le domaine de l'agriculture. Il existe actuellement deux modèles de conceptions majeurs dans l'agriculture.

Le modèle de la **Révolution verte** a influencé la planète entière pendant 40 ans. La révolution verte propagea des technologies déjà existantes mais ne fut pas largement utilisée en dehors des pays industrialisés. Ces technologies comprenaient des pesticides, des projets d'irrigations, de l'engrais azoté synthétique ainsi que l'amélioration de variétés végétales développées de façon conventionnelle (sans l'usage de la biotechnologie), fondées sur les méthodes de reproduction disponibles à l'époque. Le continent africain ne bénéficia pas de cette révolution verte ou de ses effets pour plusieurs raisons. Il y eut des problèmes au niveau du transfert de la technologie mais

également un manque de volonté politique de la part des anciennes puissances coloniales, celles-ci souhaitant que les échanges entre les anciens dirigeants et les colonies restent unilatéraux.

L'agro-écologie est le nouveau paradigme dans le domaine de l'agriculture. Il s'agit de l'application de la science écologique à l'agriculture. L'agro-écologie permet de construire des systèmes résistants qui possèdent la faculté de retourner à un fonctionnement normal après un stress tel que la sécheresse ou l'inondation. L'agro-écologie ne se concentre pas uniquement sur les technologies telles que l'amélioration des plantes ou des engrais, elle limite également les impacts du changement climatique et améliore la situation des personnes les plus vulnérables en Afrique.

Parallèlement, il peut être souligné que la fragilité actuelle du secteur agricole en Afrique est imputable à la **diminution des investissements** au cours des trente dernières années. Le secteur agricole peut difficilement progresser lorsqu'il est en proie à un désinvestissement systématique. Même l'aide internationale à l'agriculture a significativement diminué pendant cette période. Cela signifie qu'il y a une responsabilité partagée entre d'une part les donateurs internationaux et d'autres part les gouvernements africains, qui n'ont pas accordé suffisamment d'attention à l'agriculture alors que cette dernière concerne 80 % de la population africaine.

Ainsi, un rebond du secteur agricole suppose de s'attaquer à de nombreux obstacles politiques, économiques et sociaux alors même que le changement climatique pourrait exacerber davantage ces problèmes sous-jacents. Les émeutes alimentaires au Zimbabwe est un exemple relativement récent qui illustre l'importance des paramètres politiques et économiques dans l'agriculture.

Sécurité humaine

Dans son rapport de 1994 sur le développement humain, le PNUD suggère que la sécurité globale devrait inclure sept différentes aires de menaces ; à savoir : la sécurité économique, la sécurité alimentaire, la santé, la sécurité environnementale, la sécurité personnelle, la sécurité des communautés et la sécurité politique. Conformément à ce qui a été développé lors de la conférence sur la sécurité politique et environnementale, la prochaine section du présent rapport se penchera sur la sécurité alimentaire et l'eau afin de mieux appréhender l'effet multiplicateur du changement climatique dans une approche sécuritaire plus élargie.

Sécurité alimentaire

Selon la définition du PNUD, la sécurité alimentaire exige que l'ensemble des personnes puisse avoir un accès physique et économique à la nourriture de base à tout moment. Selon les Nations Unies, le problème ne se situe pas au niveau de la disponibilité de la nourriture mais bien au niveau de sa distribution ainsi qu'au niveau du pouvoir d'achat.

La préoccupation en matière de sécurité alimentaire a propulsé sur le devant de la scène le travail du rapporteur spécial des Nations Unies pour le Droit à l'alimentation. Le droit à l'alimentation est un droit humain et non un acte de charité qui renvoie au don de nourriture. Ce droit a fait l'objet d'un énorme progrès au cours des dernières décennies. Selon la conception des droits de l'homme, les Etats sont tenus de respecter, protéger et réaliser ou faciliter les droits humains. Si on applique ces principes à la sécurité humaine, cela signifie que les Etats doivent respecter l'accès existant à la nourriture; ils ne doivent prendre aucune mesure qui empêche ou détruit l'accès des individus à la nourriture ou à la production de ressources alimentaires. Dans ce cas précis; "protéger" signifie que les Etats doivent

prendre les mesures nécessaires afin de s'assurer que les tierces parties (les particuliers, sociétés, ou autres pays) ne privent pas les individus d'un accès à une nourriture suffisante. Les Etats doivent fournir le maximum d'efforts afin de s'engager de façon proactive dans des activités qui ont pour objet de renforcer l'accès des individus à la nourriture et à la production de ressources alimentaires.

L'intérêt de la prise en compte des droits humains dans les discussions sur le changement climatique est de mettre en évidence l'effet du changement climatique sur la vie des individus et particulièrement sur les plus vulnérables. D'autre part, elle fournit un cadre de responsabilisation supplémentaire pour les différents acteurs.

Ces considérations pourraient être importantes dans le cadre des futures négociations de Copenhague en Décembre 2009.

Eau

La pénurie d'eau, la désertification et la salinisation constituent des problèmes environnementaux importants en Afrique. Les projections climatologiques s'avèrent relativement sombres pour les villes côtières africaines puisque six des dix plus grandes villes africaines sont situées à proximité des côtes. En Afrique de l'ouest, la longue ceinture urbaine d'approximativement 500 km qui se développe entre Accra et le Delta du Niger, sera extrêmement vulnérable à toute élévation du niveau de la mer. En termes des risques politiques et sécuritaires, les tendances prévoient que **les sécheresses, les famines et les inondations seront les principaux facteurs de migration et de déstabilisation régionale.**

Dans une hypothèse pessimiste, l'augmentation du niveau de la mer et les facteurs mentionnés ci-dessus pourraient aboutir à la création d'une ceinture continentale d'Etats fragiles.

Cette prévision confirme l'effet en cascade que pourrait avoir le changement climatique sur une carence dans la gestion de l'eau et sur la façon dont le changement climatique pourrait influencer une kyrielle de problèmes politiques, économiques et sociaux existants. Sur le plan régional, les capacités d'adaptation et d'atténuation font défaut. Il manque également une approche politique globale qui puisse prendre les dispositions nécessaires. Sur le plan international, les Nations Unies ont pris l'initiative d'élaborer une convention internationale de l'eau à Helsinki en 1992. Cette convention a pour mission de renforcer les mesures nationales pour la protection et la bonne gestion écologique des eaux de surface transfrontières et des eaux souterraines. Pour que la convention sur l'eau entre en vigueur, il faut qu'elle soit ratifiée par 35 membres et jusqu'à présent celle-ci n'a été ratifiée que par 16 membres. Cela démontre le manque d'engagement politique sur la question de l'eau durant les 17 dernières années.

Quoi qu'il en soit, il est nécessaire de ne pas surinterpréter le lien entre changement climatique et conflits. A titre d'exemple, le conflit qui a opposé la Mauritanie au Sénégal entre 1989 à 1991 sur la gestion de l'eau du Bassin du fleuve Sénégal était sans doute plus corrélé aux tensions politiques entre les deux pays qu'au strict enjeu de l'eau. Le cœur du conflit se situait en effet dans les tensions entre la population maure et le gouvernement mauritanien d'une part et la minorité négro-mauritanienne d'autre part, et par extension le Sénégal. Des milliers de personnes issues de la minorité négro-mauritanienne furent privées de leur nationalité d'origine et expulsées au Sénégal lors de ce conflit. La gestion de l'eau du bassin a pu être un des éléments déclencheurs de la crise sans pour autant en constituer l'origine.

La section suivante examine le lien supposé entre le changement climatique et les conflits et fournit quelques exemples de conflits où le changement climatique a joué un rôle important.

Le changement climatique et les conflits dans la Corne de l'Afrique

Les effets déstabilisants du changement climatique sur les communautés pastorales : de la pénurie alimentaire aux raids de bétail

Karamoja est une région du nord-est de l'Ouganda qui est entourée à l'Ouest par le Kenya et au Nord par le Sud Soudan. Cette région est encline à la pénurie de nourriture en raison des conditions météorologiques imprévisibles et illustre en conséquence dans quelle mesure la gestion et la production de nourriture peuvent déboucher sur des mécanismes d'adaptations tels que les raids de bétails et la prolifération d'armes. Dans cette zone, les précipitations sont imprévisibles et la végétation a drastiquement diminué ces dix dernières années (entre 4 et 8%). Au cours du siècle, la prairie a été supplantée par les steppes, les arbustes et les fourrés.

Le Programme Alimentaire Mondial (PAM) a une base permanente dans la région de Karamoja et y distribue de la nourriture depuis 1963. Ce fut l'une des premières missions accomplies par le PAM. Les sécheresses réapparaissent de façon permanente depuis 1982. Les sécheresses prolongées telle que celle de 1982 sont déstabilisantes pour les sociétés. Les populations fuient la région lorsqu'elles le peuvent. Les individus les plus touchés par les sécheresses sont les communautés pastorales qui sont dans l'obligation de parcourir les environs à la recherche de pâturages nécessaires à leur bétail. La réduction de pâturages entraîne la diminution du nombre de bovins et par conséquent l'intensification des raids de bétail. Dans le passé, les raids constituaient une méthode de survie qui apparaissait lorsque la communauté était

touchée par la famine et la maladie. Pour reconstituer l'élevage épuisé, ils se déplaçaient et dévalisaient d'autres communautés. Actuellement, les populations font des raids pour des raisons économiques. Ils peuvent avoir lieu à n'importe quel moment et sont perpétrés pour le gain commercial. Les raids étaient contrôlés par le conseil des anciens qui autorisaient l'utilisation de petites armes telles que les lances, les arcs et les flèches alors que les jeunes groupes utilisent actuellement des mitrailleuses pour contrôler la foule et prendre le bétail.

Dans le triangle d'Ilemi, un territoire disputé et situé à la frontière du sud-est du Soudan, du nord-ouest du Kenya et du sud-ouest de l'Éthiopie, les problèmes sont similaires à ceux évoqués précédemment. En raison du changement climatique, les communautés pastorales sont contraintes de traverser d'autres pâturages, provoquant de la sorte la perturbation de la co-existence traditionnelle des communautés dans cette région transfrontalière ainsi que le recours à des options de conflit armé.

Le changement climatique affecte également les traditions culturelles des communautés pastorales dans la Corne de l'Afrique et plus particulièrement l'initiation des jeunes guerriers. Après l'initiation, le guerrier est autorisé de se marier en payant son épouse à un prix approprié, qui varie entre 50 et 100 têtes de bétail à quelques kalachnikovs... La dot constitue une énorme pression pour les jeunes hommes dont le choix oscille entre l'accumulation de bétail par l'élevage traditionnel – ce qui peut prendre plusieurs années – ou une solution bien plus rapide tels que les raids violents.

L'augmentation du port d'armes dans la culture locale peut s'expliquer par différents facteurs :

- En premier lieu, les relations sociales sont précaires et les instruments traditionnels de gestion de conflits intercommunautaires sont défailants. La tradition pure représente une charge énorme pour le rite de passage d'un jeune homme. Le vol de bétail et l'utilisation des armes sont des moyens qui permettent d'accomplir le passage à la virilité.

- De plus, il existe une association symbiotique entre la sécurité et le développement économique dans le sens où le changement climatique détériore la productivité de la terre ; les raids devenant ainsi un mécanisme d'adaptation.

- Enfin, une prolifération d'armes dans les zones frontalières résultant de causes extérieures, particulièrement des conflits civils issus de l'effondrement des États voisins, ou bien de manipulations des dirigeants.

La politique du changement climatique et de la sécurité en Afrique

Le changement climatique est une problématique complexe à traiter pour les décideurs politiques. En effet, la multiplicité des enjeux contenus dans le changement climatique, implique des répercussions sur les décisions et les opérations, allant de la planification à la stratégie de sortie aux différents niveaux correspondant.

Les institutions européennes et africaines souhaitent travailler en étroite collaboration sur cette question afin de tenir compte de la complexité de cette problématique. **La mission EUFOR** au Tchad en est un clair exemple : l'UE a intégré le facteur environnemental dans ses

opérations mais elle est pleinement consciente que sa présence et la sécurité qu'elle aimerait apporter, aura un impact sur l'environnement.

Dans cette crise on peut souligner que la modification de la structure de la population constitue l'une des conséquences imprévues du conflit environnemental au Tchad et au Soudan. On constate une augmentation de l'urbanisation au Darfour et à l'Est du Tchad en raison de l'amélioration de la sécurité. L'augmentation de l'urbanisation attire les personnes déplacées dans leur propre pays et les réfugiés climatiques à proximité des centres urbains, ce qui est problématique et provoque la perte des meilleures terres cultivables. Le manque d'eau et de terres arables exerce en conséquence une pression sur la sécurité alimentaire.

Les personnes déplacées dans leur propre pays et les réfugiés climatiques aspirent au retour et l'UE encourage cette démarche lorsqu'elle est envisageable car certains de ces changements démographiques sont irréversibles. Beaucoup de camps de réfugiés sont devenus semi-permanents.

En outre, le retour n'est pas toujours possible lorsque les villages ont été brûlés ou détruits et que les ressources nécessaires à la reconstruction ne sont pas disponibles. En plus de cela, le retour des réfugiés au Soudan pourrait aggraver le conflit actuel ainsi que la situation environnementale.

L'analyse de la situation au Darfour et au Tchad a démontré qu'une série de conflits étaient corrélés au changement climatique. Divers acteurs politiques se sont servis de cette question (relation complexe entre le changement climatique et les conflits) pour prendre position. Le prétexte du changement climatique arrange le gouvernement soudanais

et le soustrait de ses responsabilités dans le conflit actuel et dans son histoire. Cela pourrait être la raison pour laquelle le Secrétaire général des Nations Unies a mis cet argument en avant dans l'espoir de relancer le dialogue entre l'Occident et le gouvernement soudanais. Dans d'autres contextes, tels qu'en Ethiopie, ce même argument a été utilisé pour justifier l'aide alimentaire qui était chronique depuis plusieurs décennies. Cependant, nier le rôle du climat et opter pour une vision politique pure du conflit serait une simplification de la situation et il est important de considérer l'accumulation des facteurs, y compris le climat, dans ce conflit complexe.

Quelles leçons à tirer pour les relations euro-africaines?

Comme nous l'avons étudié précédemment, le changement climatique a été utilisé comme argument dans les débats politiques sur la paix et la sécurité, confrontant ainsi les décideurs politiques à des conséquences imprévues auxquelles ils ne possédaient pas encore de réponses adéquates. Nous avons ainsi examiné plusieurs exemples : la mission EUFOR au Tchad qui est confrontée au problème complexe des réfugiés dans cette région, l'ONU qui s'est servie du changement climatique afin de sortir de l'impasse politique avec le gouvernement soudanais, et la politique de l'UA sur le pastoralisme qui ne peut compter que sur des décideurs politiques mal renseignés sur cette problématique. Ces exemples démontrent **la nécessité de procéder à la recherche fondamentale ainsi qu'à la recherche destinée au processus de décision politique afin de mieux appréhender les multiples liens qui existent entre le changement climatique et les conflits en Afrique**. La recherche ne constitue pas uniquement une opportunité pour développer de nouvelles clés de compréhension sur les causes et les conséquences de cette relation complexe, elle permet avant tout d'apporter une nouvelle perspective sur les problèmes existants en Afrique.

En matière de changement climatique, les institutions africaines et internationales ont mis en route des initiatives intéressantes telles que la politique du pastoralisme, fruit d'une collaboration entre l'UA et OCHA. Malgré cela, le continent africain **ne peut pas compter sur une capacité d'adaptation et d'atténuation efficace** pour affronter les défis existants et futurs tels que ceux rencontrés dans la région de Karamoja et du triangle d'Ilemi que nous avons mentionnés dans le présent rapport.

Il est nécessaire d'encourager une plus grande coopération régionale. Si la stratégie euro-africaine plaide pour des solutions africaines pour pallier aux problèmes africains, l'Union européenne peut également jouer un rôle dans ce processus. Elle pourrait intervenir comme une source de conseil extérieur, une sorte de catalyseur, aidant ainsi les pays concernés à discuter ensemble de ces problèmes.

L'investissement et le développement à long terme d'un système d'alerte rapide s'avère crucial pour favoriser la compréhension du changement climatique. Dans le cadre de la stratégie conjointe Euro-africaine, il serait nécessaire de soutenir le développement d'une cellule de surveillance basée à Addis Abeba qui serait intégrée aux structures de gestion de crise. Cette cellule de suivi fonctionnerait comme un réseau d'information, rassemblant de la sorte les données sur le changement climatique ainsi que les problèmes sous-jacents du continent africain, à la source de dangers potentiels et générateurs de conflits.

Programme

9.00 *Bienvenue et enregistrement*

9.30 **Introduction**

9.45 **Panel 1** : *La gouvernance du changement climatique et de la sécurité humaine en Afrique*

Dirigé par: Roland Marchal (chargé de recherche au CNRS/CERI)

- **Fabrice Renaud** (UNU-EHS/Institut pour l'environnement et la sécurité humaine)
- **Bertrand Charrier** (Directeur de la Fondation Chirac)
- **Daniel Compagnon** (Science Po Bordeaux)
- **Dennis Tänzler** (Project manager senior chez Adelphi Research)

11.15 *Pause café*

11.45 **Panel 2** : *Les causes structurelles et les facteurs d'atténuation du changement climatique : le cas de la sécurité alimentaire*

Dirigé par: Vincent Foucher (chargé de recherche au CEAN-IEP Bordeaux)

- **Gaëtan Vanloqueren** (Conseiller du rapporteur Spécial auprès des Nations Unies pour le Droit à l'Alimentation- Olivier De Schutter)
- **Gilles Hirzel** (Alliés, membre de l'Alliance Internationale Contre le Faim)
- **Victor Onenchan** (ACTED)

13.15 *Lunch*

14.30 **Panel 3** : *Les causes multifformes du changement climatique : le cas du pastoralisme*

Dirigé par: Sacha Kagan (chercheur et coordinateur de la campagne Karamoja à l'Université Leuphana de Lüneburg)

- **Nene Mburu** *Ilemi triangle : the complexity of disarming 'fragmentary' societies*
- **Neil Clarke** (Minority Rights Group International)
- **Ben Knighton** (Oxford Center for Mission Studies) *Security and the Incidence of Rainfall in Karamoja: The problems with "peace"*
- **Romain Benicchio** (OXFAM)
- **Jérôme Tubiana** (Chercheur indépendant) à propos du Darfour

16.00 *Pause café*

16.30 Panel 4: *'Le Changement climatique et la sécurité en Afrique : Quelles conséquences pour les relations entre l'Europe et l'Afrique?'*

Dirigé par : Koen Vlassenroot (Directeur du programme Afrique Centrale de EGMONT)

- **Ali Wario** (Président du Comité Spécial pour la mise en œuvre d'une politique commune sur le pastoralisme de l'Union Africaine)
- **Bwango Apuuli** (Directeur délégué du 'Climate prediction and applications centre' de l'IGAD)
- **Torsten Ahren** (Conseiller politique auprès du Représentant Spécial pour le Soudan BRYLLE)
- **Richard Crowder** (Unité Politique, Secrétariat général du Conseil de l'UE)

18.00 *Cocktail*

Mission

L'Observatoire de l'Afrique est un réseau d'instituts et d'experts indépendants coordonnés par le Programme Afrique Centrale d'EGMONT – Institut Royal des Relations Internationales. L'Observatoire a été lancé en octobre 2007 avec comme objectif d'encourager la réflexion commune associant experts africains et européens sur des problématiques politiques et sécuritaires africaines. Ce projet a été initié en vue de remédier à l'absence d'une large plate-forme d'échange académique et professionnelle, incluant notamment des acteurs clés africains, sur les questions africaines pertinentes pour la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) et la PESC (Politique étrangère et de sécurité commune). L'objectif général est de créer un forum de dialogue et de débat ouvert et constructif ainsi que de produire des conclusions et recommandations opérationnelles à destination des décideurs politiques.

Les travaux de l'Observatoire abordent des questions politiques d'actualité sous deux types de formats. D'une part par deux séminaires majeurs par an, sur invitation, organisés pour l'un en Europe, pour l'autre en Afrique. D'autre part plusieurs réunions ponctuelles sous forme de séminaires d'experts ('Africa Briefings') destinés en vue de fournir des aperçus globaux sur des problématiques politiques et sécuritaires ciblées. Le site internet (www.obsafrique.eu) diffuse les publications et informations pertinentes, notamment les rapports de ses colloques. L'audience cible comprend des décideurs politiques à différents niveaux, y compris issus des institutions européennes et de l'UA, des diplomates, des fonctionnaires des Ministères des Affaires étrangères et de la Défense ainsi que des représentants des think-tanks clés et du monde académique.

L'Observatoire est développé en association avec la 'Délégation aux Affaires Stratégiques' (DAS, Ministère de la Défense – France). EGMONT est un think-tank indépendant basé à Bruxelles.

Membres associés

Center for Policy Research Dialogue - CPRD (Addis Ababa), Centre d'Alerte et de Prévention de Conflits - CENAP (Burundi), Centre d'Etude d'Afrique Noire - CEAN (Bordeaux), Chatham House (London), Clingendael Conflict Research Unit - CRU (The Netherlands), Conflict Research Group - CRG (Ghent University), Institute for Peace Support and Conflict Management - IFK National Defence Academy (Austria), Institute for Security Studies - ISS (Pretoria), Instituto de Estudos Estratégicos e Internacionais - IEEI (Lisbon), Pole Institute (Goma, DRC), University of Bologna.